

# Clarté

**PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS, UNISSEZ-VOUS !**

Septembre 2020 - numéro 37

## Éditorial: Legault devant ses responsabilités

Les chiffres sont clairs : la pandémie de COVID-19 a frappé le Québec, plus particulièrement Montréal, de plein fouet. Avec 725 cas confirmés pour 100 000 habitant-es (contre une moyenne de 332 dans le reste du Canada) et 67 morts pour 100 000 habitant-es (soit un des plus hauts taux au monde, pire que l'Italie ou les États-Unis), le Québec bat des records peu élogieux.

Devant cette situation, François Legault se veut rassurant. Il nous fait croire que tout est sous contrôle. Tout est tellement sous contrôle qu'à l'instar de Bolsonaro, il renvoie la ministre de la Santé et la remplace non pas par un militaire mais... par un gestionnaire et ce, en pleine pandémie! Tout est sous contrôle, sauf dans les CHSLD, sauf dans les 46 écoles qui ont recensé au moins un cas... Sauf...

Tout est sous contrôle, c'est ce qu'il répète à longueur de tribunes que la presse vénale lui prête avec enthousiasme depuis le mois de mars. Personne n'ose le critiquer de front et il apparaît systématiquement comme l'homme de la situation. Il est donc peu étonnant que sa popularité atteigne 48% malgré tout...

Pourtant, l'hécatombe dans les CHSLD n'est en fait que le résultat d'une logique de décennies de coupes dans la santé et les services publics, de privatisation de pans entiers de nos services sociaux (les CHSLD en sont un exemple). À l'été 2019, on s'inquiétait déjà de la vétusté des hôpitaux. La situation était telle que 323 millions de dollars auraient été nécessaires pour corriger la situation.

Or, cette logique de marchandisation des services publics, François Legault l'a accompagnée pour ne pas dire qu'il en est un des principaux responsables. Ministre de l'Éducation sous Lucien Bouchard à l'époque du « déficit zéro » (qui a imposé plus de trois milliards de dollars en coupes au réseau de l'éducation et de la santé), il n'a pas rétabli le financement du réseau de la santé en 2002 lorsqu'il devient ministre de la Santé, loin de là. Les sept hôpitaux de Montréal qui ont été abandonnés lors du déficit zéro n'ont pas été rouverts (ils ont été « remplacés » par deux méga-hôpitaux financés en partie par des capitaux privés, et dont le potentiel de lits est nettement moindre à celui dont bénéficiaient les Montréalais-es). Il n'a pas non plus réembauché les milliers de travailleur-euses du réseau de santé (c'est quand même 10% de tout l'effectif qui avait été « purgé »). Plus récemment, à l'austérité budgétaire libérale et à la réforme Barrette qui a complètement désorganisé le système de santé, il n'a eu aucun commentaire sur le fond,



si ce n'est « trop peu, trop tard ».

Le fond de l'histoire, c'est que François Legault se rit des services publics (sauf quand il s'agit de les privatiser) et la santé publique est reléguée au second plan, derrière l'économie (pour les patrons, va sans dire). Sa priorité,

c'est le retour à la normale (traduction : business as usual), d'où un déconfinement chaotique et précipité à Montréal, une rentrée des classes désordonnée dont on ne peut évaluer les conséquences pour l'instant, mais aussi la justification de l'urgence sanitaire pour envoyer des employé-es du service public

au casse-pipe au mépris bien souvent de leurs conventions collectives, du reste échues. Au diable les négociations!

À la fin de la session parlementaire, Legault a essayé de faire passer en force son projet de loi 61, qui lui aurait donné carte blanche pour suite p. 3

## Le mouvement syndical doit être au coeur de la lutte pour une relance populaire

Comité exécutif central, PCC

En cette «Fête du travail», les travailleur-euses et le mouvement syndical sont confrontés à des défis inédits depuis les années 1920 – 1930: une pandémie pour laquelle il n'existe toujours pas de vaccin, une crise économique qui laisse des millions d'individus sans travail et un danger croissant de guerre, cette fois-ci avec des armes nucléaires et conventionnelles capables de détruire le monde. À cette litanie s'ajoute une crise climatique qui pourrait rendre la planète inhabitable.

Heureusement, ce n'est pas taillé dans la pierre. Mais pour changer de cap, les mouvements syndical, démocratiques et populaires doivent prendre des actions décisives pour mettre fin et renverser la feuille de route réactionnaire du patronat qui nous mène au bord du gouffre. Des actions massives sont également de mise pour forcer le parlement à s'attaquer au pouvoir patronal.

La pandémie commande que les soins de santé soient reconnus comme droits humains universels et l'abolition de l'ingérence du privé dans nos systèmes de santé. Au Canada, le système de santé doit être étendu et inclure les médicaments, les soins dentaires, occu-

laire et psychiatriques, mais aussi les soins de longue durée (où 82% des décès sont survenus) – ce qui avait été proposé il y a 30 ans par la Commission Romanow. Les potentats pharmaceutiques, qui profitent de la vente de médicaments à prix forts, doivent être nationalisés et l'accès au vaccin à venir contre le nouveau coronavirus devrait être libre et considéré comme un droit humain.

La crise économique (induite par la pandémie, mais conséquence des conditions mêmes du capitalisme) a été la source de profits colossaux pour les plus grandes entreprises et les «super-riches». La fortune d'Elon Musk a crû de 57 milliards de dollars cette année et celle de Jeff Bezos, de 73 milliards. Les marchés financiers ont crû de 30% depuis le 1er avril, égrenant des bénéfices énormes pour la minorité exploitrice, tandis que 7 millions de personnes (un tiers de la force de travail du Canada) s'est retrouvée sans emploi et dans des situations désespérées durant cette même période.

Selon Dimitry Anastakis, un historien de la Rotman School of Management de l'Université de Toronto, «l'inégalité est aujourd'hui plus importante que dans les années 1920.» Aujourd'hui, 20% des Canadien-nes les plus

riches contrôlent 67,4% de l'économie du pays tandis que les 20% les moins nanti-es croulent sous les dettes. Les salaires réels de la classe ouvrière n'ont pas crû depuis 1975. Nous ne sommes, en aucun cas, «tous et toutes dans le même bateau»!

En cause: les politiques néolibérales de libre-échange, les privatisations et dérégulations, les cadeaux fiscaux aux entreprises, les attaques contre les droits syndicaux et démocratiques, puis l'augmentation massive des dépenses militaires et policières.

La solution: renverser ces politiques en augmentant l'impôt aux entreprises et les plus riches, réduire le budget militaire, financer la création d'emplois, les services publics et les programmes sociaux parmi dont un système de garderie public et universel pancanadien et instaurer la gratuité scolaire pour les études postsecondaires. À cela s'ajoutent la construction de logements sociaux abordables à travers le pays et l'expansion de l'industrie secondaire à valeur ajoutée. Nous devons également fermer les puits de sables bitumineux, étatiser les compagnies pétrolières et garantir que les travailleur-euses de (suite p. 7)

Grève du Port de Montréal  
Crise du logement  
Arbitrage à Postes Canada

p. 2-3

Evo Morales

p.4

Solidarité internationale  
Luis Arreaza, Iran, Liban,  
Biélorus

p. 5-6

Théorie marxiste: Engels et la  
crise du capitalisme

p. 8

## Québec - Canada

# Port de Montréal: les débardeurs luttent pour leurs droits

Stéphane Doucet

Le 10 août dernier, après plus de deux ans de négociations et quelques débrayages au cours de l'été, les 1100 débardeurs du Port de Montréal déclenchent une grève générale illimitée. La paralysie qui a touché le Port de Montréal pour deux semaines en août nous fait apprécier l'importance du travail des débardeurs pour toute l'économie.

Le Syndicat canadien de la fonction publique local 375 (SCFP-375), qui représente les débardeurs, a indiqué que les employé.e.s du Port de Montréal était pratiquement en lock-out avant le vote de grève. Plusieurs bateaux ont ainsi été dérotés vers les ports de Halifax, de Saint-Jean et de New York pendant l'été. Ces décisions patronales ont coûté aux membres des heures de travail et ont provoqué le conflit de travail. Lors du vote, le 7 août, l'appui à la grève est quasi-unanime et le taux de participation dépasse 90%.

Au premier jour du conflit, le port avait déjà accumulé deux semaines de retard sur le chargement et le déchargement des marchandises. De courts débrayages en juin et en août sont la cause des retards. Les coûts directs et indirects liés à une grève au Port de Montréal sont importants. Des millions, voire des milliards de dollars de marchandises sont retenues. Cette situation augmente la pression sur les parties et les force à régler leurs divergences. Il faut cependant ajouter que, dans le contexte actuel, les conflits de travail dans des industries dites « essentielles » mènent souvent à des lois spéciales et à des arbitrages. Il y a l'exemple des employé.e.s de Postes Canada forcé.e.s de retourner au travail en novembre 2018 par une loi spéciale. L'arbitrage imposé par le gouvernement est finalement rendu public en juin dernier; les employé.e.s se retrouvent évidemment désavantagé.e.s.

Les débardeurs se retrouvent maintenant sans contrat de travail depuis l'automne 2018, après plus de 60 rondes de négociations. Le conflit de travail porte principalement sur les horaires et la conciliation travail-famille. Les horaires de travail actuels des débardeurs sont inacceptables. Il ne faut pas s'étonner qu'ils en soient venus à la grève. Présentement, les débardeurs travaillent 19 jours sur 21 à l'exception des jours fériés et des fermetures exceptionnelles des ins-

tallations portuaires. Chaque jour, ils et elles doivent également appeler entre 18h et minuit pour connaître leur lieu de travail et leur horaire du lendemain. Cette situation rend presque impossible la planification d'événements, complexifie inutilement le gardiennage des enfants et met à mal les relations interpersonnelles des employé.e.s. Ces activités remplissent pourtant des besoins psychologiques et sociaux essentiels. L'employeur soulève pour sa part que le salaire élevé des débardeurs justifie la grande « flexibilité » des heures de travail, impliquant qu'il est possible d'acheter la vie des employé.e.s. Le syndicat a aussitôt rappelé que les débardeurs n'ont pas honte de leur salaire et que la question des horaires de travail demeure pertinente.

La grève au Port de Montréal touche aussi les 150 membres de l'Association internationale des débardeurs local 1657. Leurs revendications sont semblables à celles du SCFP-375 en ce qui concerne les horaires de travail. S'ajoutent à cela leurs préoccupations à propos de l'automatisation et ses conséquences sur l'emploi. Pour leur part, les membres du local 1657 travaillent 27 jours pour un jour férié. Ils travaillent ainsi 357 jours par année.

La plupart des marchandises du monde transitent par bateau. Radio-Canada avançait récemment que 90 pour cent des produits consommés dans l'Est du Canada passent par le Port de Montréal. Le port approvisionne ainsi indirectement 110 millions de consommateurs.

Des lobbys locaux et provinciaux comme la Chambre de commerce de Montréal, la Fédération des chambres de commerce du Québec et leurs bons amis au Conseil du patronat ont exigé du gouvernement fédéral une intervention musclée pour mettre fin à la grève. Ces demandes ne se sont pas concrétisées pour l'instant.

La pression exercée sur l'employeur a permis le 21 août la reprise des négociations et la signature d'une trêve de 7 mois. Le 23 août les débardeurs retournent au travail avec l'espoir de meilleures conditions en fin de compte. Il serait prématuré de se prononcer maintenant sur les négociations.

(Suite p. 3)

# Le logement n'est pas Une marchandise

Jason Johnson

*Ce texte est une version abrégée d'un article publié en ligne sur le site du Parti communiste du Québec.*

La crise sanitaire liée à la COVID-19 a obligé le gouvernement Legault à imposer une trêve temporaire et limitée dans la lutte entre propriétaires et locataires en décrétant un moratoire sur les évictions pour « la durée de l'urgence sanitaire ». Le gouvernement Legault, malgré une situation sanitaire loin d'être sous contrôle, n'a pas hésité à se plier devant les hurlements du lobby des propriétaires qui se plaignent le ventre plein, le taux de rendement de logements locatifs dans la région métropolitaine de Montréal est passé de 15% à 24%!

D'emblée, il a refusé d'annuler les loyers pendant le confinement, alors que le taux de chômage était à son maximum et les maigres prestations du PCU ne suffit pas à combler les besoins de base des ménages : le loyer moyen d'un logement disponible est de 1 044\$ au Québec et de 1 258\$ à Montréal. Il a refusé de prolonger les termes des baux, alors qu'il était évident qu'avec la grave pénurie des logements, des centaines de ménages se retrouveront sans toit venu le 1er juillet. De fait, plus de 350 ménages cherchaient toujours un logement à l'expiration de leur bail (et ce nombre est probablement plus élevé, car le chiffre vient des ménages ayant fait une demande d'aide d'urgence. D'autres se sont assurément s'entassés chez la famille ou des amis).

Il a levé le moratoire sur les évictions à partir du 20 juillet, garantissant que des ménages vulnérables seront jetés à la rue alors que le Québec tente d'éviter une deuxième vague de la COVID-19.

La pénurie de logements facilite, du reste, la discrimination et le racisme des propriétaires qui ont beau jeu pour refuser ceux et celles qui, selon leurs préjugés, ne paieront pas leur loyer.

## Une Ville à la merci des spéculateurs

La Ville de Montréal, privée des compétences pour gérer la crise de logement sur son territoire, doit lutter pour la conservation de son parc de logements sociaux.

En 2017, le gouvernement provincial a accordé le pouvoir à la Ville d'imposer dans les faits un nombre d'unités de logement social chaque fois qu'un promoteur fait la demande d'un permis de construction.

Malheureusement, le règlement proposé par l'administration Plante n'impose qu'un seul minimal de 20% de logements sociaux dans les projets de 150 unités et plus. Le règlement dans sa forme actuelle ne permettra de combler les besoins de logement de ces gens vulnérables que dans 145 ans...

Après des années de pressions des groupes logements, certains Arrondissements de la Ville de Montréal proposent de limiter le droit des propriétaires d'agrandir ou subdiviser de logements. Les dites « rénovictions » permettent d'expulser facilement les locataires. En obtenant les permis de construction la Ville (à petit coût) les propriétaires sont garantis d'obtenir l'autorisation d'expulser leurs locataires moins rentables.

Le Québec construit des logements sociaux à un rythme anémique. En 2017, seulement 731 unités ont été livrées, et 835 unités en 2018. Pourtant, plus de 200 000 ménages québécois consacrent plus de 50% de leurs revenus pour se loger.

Le droit au logement est un droit fondamental qui ne pourra jamais être respecté tant qu'il sera considéré comme une marchandise, une source de profits.

## Clarté

Clarté est publié par le Comité Clarté imprimé chez Hebdo-Litho

Collaboration : M. Breton Fontaine, K. Cariou, J.P. Fortin, S. Doucet, J. Johnson, N. Raymond et A. Welsh.

### Commentaires et lettres à l'éditeur:

Rédacteur en chef: Robert Luxley, 5359, Ave. du Parc, App. C., Montréal, H2V 4G9, pqpcc@gmail.com

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale du Québec.

Clarté est heureux de recevoir vos commentaires et vos lettres. Écrivez-nous à notre adresse postale ou courriel. Nous nous réservons cependant le droit de ne pas publier une lettre, ou de n'en publier qu'une partie pour des raisons d'espace et/ou d'éthique.

## Québec - Canada

# Arbitrage à Postes Canada: chronique d'une ingérence gouvernementale au service du patronat...



J-P Fortin

L'ingérence de l'État dans des négociations collectives à la faveur de la partie patronale n'est pas un phénomène nouveau. Au Canada, au Québec ou dans toutes les provinces, les gouvernements travaillent de concert pour empêcher et écraser le rapport de force des travailleuses et des travailleurs. De l'intervention policière à la loi spéciale, l'histoire ouvrière est ponctuée d'épisodes de répression directe.

En 2018, le service postal vient tout juste de sortir de la répression pure et simple de l'ère Harper. Le lockout et la loi illégale de l'été 2011 ont détérioré les conditions de travail aux postes. Avec la défaite de Harper en 2015, la grève de 2018 devient l'occasion pour le STTP de faire des gains. Une grève à quelques semaines de Noël a le potentiel d'amener Postes Canada à la table de négo.

Une grève rotative est déclenchée le 22 octobre 2018 par le STTP. La tactique du syndicat est simple: des interruptions temporaires du service postal qui n'affectent que très peu la population, mais qui deviennent très rapidement un casse-tête organisationnel pour la gestion. À titre d'exemple, la région de Montréal n'a connu qu'un jour de piquetage et d'interruption de service durant la grève. Les perturbations sont une réussite, mais la grève prend fin abruptement le 26 novembre suite à la sanction d'une loi spéciale par le gouvernement Trudeau. Le gouvernement cède ainsi devant la pression d'Amazon, de Ebay & d'autres pour sécuriser l'acheminement des achats en ligne du Black Friday et de Noël. Évidemment, cette décision est à la faveur de la partie patronale, Postes Canada, qui a refusé de négocier durant tout le conflit de travail. La loi spéciale met fin à toute négociation et force le retour au travail. Elle décrète que les conditions de travail 2018-2022 des employé.e.s des postes soient décidées par un arbitre.

des gouvernements. L'un des tenants de l'offensive néolibérale depuis les années 1980 est la neutralisation des organisations syndicales. C'est ainsi que débute l'ère des lois spéciales, de laquelle nous sommes toujours prisonniers. Le plus récent conflit de travail à Postes Canada, la grève de 2018, en témoigne.

## Éditorial, suite

imposer l'état d'urgence sanitaire et gouverner par décret. Son objectif principal était de rouvrir au plus vite les chantiers de construction. Le projet n'a pas obtenu la sanction des parlementaires, mais Premier Ministre s'est empressé de déclarer qu'il reviendrait à la charge à l'automne.

Nous ne pouvons le laisser faire. La pandémie de COVID19 a prouvé ce que nous savions : les services publics, en particulier le système de santé, ne sont pas en mesure de garantir

## Port de Montréal, suite

L'employeur s'est montré intransigeant au niveau des horaires et de la conciliation travail-famille jusqu'à présent. Une chose est certaine, c'est que les travailleurs et les travailleuses doivent rester aux aguets et poursuivre leur mobilisation. La pression contre l'employeur doit être maintenue pendant la trêve. Une loi spéciale à la fin de la trêve reste une possibilité. La couverture du conflit par les grands médias a servi avant tout les intérêts patronaux en promouvant l'intervention du gouvernement

la santé de la population, en particulier des masses laborieuses. Pendant ce temps, il prépare la reprise, une reprise dans laquelle l'expansion et le monopole public des services sociaux, leur refinancement massif ne sont pas à l'ordre du jour. Il essaie par tous les moyens de faire capoter les négociations du secteur public (sans doute un des objectifs de la loi 61) pendant qu'il assure ses partenaires de choix du Québec inc qu'ils n'auront pas à payer la note des 15 milliards de dollars de déficit.

En juin dernier, l'arbitre MacPherson soumettait sa décision suite à l'arbitrage entre Postes Canada et le STTP. Sans surprise, le résultat de l'arbitrage est une suite de concessions à l'employeur. Outre de très modestes augmentations salariales, il n'y a rien de concret pour les travailleurs et travailleuses des postes. Plusieurs des demandes syndicales les plus importantes, qui concernent la santé et la sécurité, ne sont même pas abordées dans la décision.

La décision d'un arbitrage n'est pas une convention négociée. C'est le résultat de

l'écrasement du droit légitime d'association. C'est le produit d'une guerre asymétrique entre des milliers de travailleuses et de travailleurs et un État au service des patrons. Partout, les employé.e.s font tout.e.s face au même ultimatum : négocier à la baisse les salaires et les conditions de travail ou subir des lois spéciales. Le gouvernement libéral utilise littéralement le pouvoir judiciaire pour s'attaquer aux conditions de travail et au droit d'association.

Cette situation ne peut plus durer. Il est vital de restaurer un rapport de force des travailleuses et des travailleurs. Dans cette lutte, nous ne pouvons pas nous fier aux médias antisyndicaux ou à ceux qui nous laisseront tomber une fois au pouvoir. L'approfondissement de la lutte est intimement lié à l'implication syndicale, à la mobilisation et à l'alliance des groupes progressistes. Au sein même des syndicats, les progressistes doivent s'unir. Demander la fin de l'ingérence induite des gouvernements dans des négociations collectives est une position raisonnable. Défendons le droit de négocier. Solidarité avec les travailleurs et travailleuses des postes!

## In memoriam: Pierre Fontaine



Le 27 mai dernier, les communistes du Québec, du Canada et du monde entier ont perdu un camarade extraordinaire tandis que la gauche québécoise et le mouvement syndical perdait un militant valeureux, Pierre Fontaine.

En plus d'avoir dirigé le Parti communiste du Québec pendant 15 ans, Pierre était connu comme syndicaliste hors pair au sein de la CSN (dont il a été Vice-Président de la Fédération de la santé et des services sociaux), mais aussi comme membre-fondateur de l'Union des forces progressistes, ancêtre de Québec solidaire. Affable, patient, pédagogue, il a toujours su s'adresser aux siens, à sa classe et ses camarades pour les convaincre d'approfondir leurs luttes respectives. C'est ce qui lui a valu d'être respecté de ses collègues de travail tout comme de ses compagnons de combat.

Il avait compris que l'avenir de l'Humanité se confond avec la lutte de la classe ouvrière, des masses laborieuses, de la jeunesse et des peuples du monde entier contre toute forme d'oppression et d'exploitation, contre le capitalisme - impérialisme. Il avait également compris que cette émancipation ne saurait être complète sans que la classe ouvrière s'arroge du pouvoir politique et que l'instrument de cette libération n'est nul autre que le Parti communiste.

Durant toute sa vie de militant, Pierre a fait sien le projet de faire vivre une presse communiste au Québec notamment à travers Clarté. Pour lui, la presse communiste est, comme l'affirmait Lénine, non seulement un organe propagandiste et agitateur, mais un organisateur collectif. Clarté est donc le ciment du PCQ. En conséquence, une façon d'honorer la mémoire de ce militant plus grand que nature, de poursuivre son combat - notre combat - c'est de continuer de faire vivre et de renforcer Clarté.



# Leçon magistrale du compañero Evo Morales



Le 21 juin dernier, à l'occasion de la Journée "nationale" des peuples autochtones, la Ligue de la jeunesse communiste du Canada a organisé, de concert avec le Parti communiste et le Congrès canadien pour la paix, un séminaire web intitulé Résistance autochtone contre le militarisme et l'impérialisme du Canada en Bolivie dans lequel le Président légitime de l'État pluri-national de Bolivie, Evo Morales, figurait comme orateur principal.

Né dans une famille Aymara modeste de l'Altiplano bolivien, Morales n'a reçu qu'une éducation sommaire. Faute de meilleures opportunités, il échoue dans ce qu'il désigne comme la "synthèse de la pauvreté en Bolivie", au Tropicque de Cochabamba où il travaille comme cultivateur de coca. En plus des conditions de travail difficiles et les salaires de misère, dans les années 1980, les États-Unis, dans leur prétendue guerre contre la drogue, financent le gouvernement bolivien pour qu'il éradique les plantations de coca. Les cocaleros s'organisent et Evo Morales devient une figure de proue de ce mouvement composé surtout d'autochtones.

Ils prennent conscience non seulement de la nécessité de lutter pour des droits sociaux, mais surtout de la nécessité d'exercer le pouvoir politique afin de transformer la Bolivie d'État inféodé à l'impérialisme états-unien et au FMI vers un État social, solidaire; d'un État qui ne soit non plus "colonial", mais "plurinational".

Pour Morales, il est clair que la classe dirigeante bolivienne et l'impérialisme états-unien s'accroissent d'octroyer certains droits aux communautés autochtones tels que l'accès à une forme de pouvoir communal, le droit de s'organiser en syndicats, etc. Au fur et à mesure que s'intensifie la lutte, lui et ses compagnons de combat comprennent l'importance de la lutte poli-

tique comme prolongement des luttes sociales. Il en a fait le point focal de son discours dont nous reproduisons un abrégé.

"Avec le pouvoir communal, nous ne pouvions pas récupérer nos ressources naturelles. Pour ça, nous avions besoin du pouvoir politique, du pouvoir électoral. [...] Avec un pouvoir communal, il était impossible de nationaliser nos ressources naturelles. [...]"

"Lorsque nous avons gagné les élections, moi-même je n'ai pu croire comment un frère Aymara, habitant en territoire quechua, accusé d'être un narcotraffiquant, un terroriste, pouvait devenir Président. Mais nous avons gagné, nous avons triomphé, et c'est à partir de là que nous avons pu changer notre chère Bolivie. [...]"

"Politiquement, nous avons convoqué une Assemblée constituante qui a compté sur la participation du peuple, nous avons remplacé l'État colonial par l'État plurinational."

"Du point de vue économique, le plus important, c'est que nous avons nationalisé, récupéré nos ressources naturelles et les entreprises stratégiques. De plus, la Constitution prescrit que les services de base représentent des droits humains et non des marchandises. Nous n'acceptons pas, par exemple, comme c'est présentement le cas aux États-Unis, que la vie soit une marchandise."

"Par rapport à la nationalisation des hydrocarbures, du gaz, je veux que vous sachiez qu'auparavant, ils étaient dans les mains des pétrolières multinationales. Les contrats stipulaient que le gaz [...] une fois sorti des puits, appartenait au titulaire, c'est-à-dire aux entreprises pétrolières. Il n'appartenait plus au peuple bolivien. 82% des bénéfices allaient aux multinationales

et 18% pour les Bolivien-nes. Nous avons affirmé que sous terre ou extrait, le pétrole et le gaz appartient aux Bolivien-nes. [...] Si elles veulent rester ici, elles garderont 18% des profits, et 82% ira aux Bolivien-nes."

"Nous les avons nationalisées le 1er mai 2006, c'est ce qui a modifié la situation économique du pays. [...] Des treize années qu'a durées notre gestion, notre pays a, pendant 6 ans, connu la plus importante croissance économique d'Amérique du Sud. C'était historique pour notre chère Bolivie."

"Sur le plan social, la redistribution de la richesse, les programmes d'investissement sociaux, je pourrais m'étendre longuement. Mais le plus important, c'est de savoir ce que dit le système capitaliste. Il dit aux pauvres "sauvez-vous comme vous le pouvez". Il n'y a pas d'investissement social. [...]"

"Mais je voudrais prendre le temps de vous parler brièvement du coup d'État. [...] Ce coup d'État a été un coup du Gringo contre l'Indien, contre le modèle économique et un coup pour le lithium."

"Malheureusement, certains groupes de la classe dirigeante disent qu'ils ont étudié pour gouverner les Indiens en maîtres et n'acceptent pas que le mouvement autochtone ait prouvé qu'il est en mesure d'administrer un État avec une croissance économique, réduction de la pauvreté et des inégalités. De plus, avant notre "Révolution démocratique et culturelle", [...] ils nous faisaient croire que la Bolivie se meurt et que pour cette raison, nous devions suivre des politiques néolibérales."

"Néanmoins, nous, le mouvement autochtone, les mouvements sociaux, bien sûr avec l'aide d'intellectuel-les patriotes,

nous avons prouvé qu'une autre Bolivie est possible sans le FMI."

"Quant au Lithium, nous avons décidé d'en industrialiser sa transformation plutôt que d'envoyer la matière première en Occident. Dès le début, nous avons obtenu de bons résultats, mais nous ne voulions plus des États-Unis. C'est là qu'est venu le coup. [...]"

"Soit nous sommes avec le peuple, ou avec l'Empire. Il n'y a pas d'alternative. Soit nous sommes du côté des marginalisés, des exclus, des pauvres, ou de celui des riches [...]; soit nous sommes socialistes ou nous sommes capitalistes. Je ne comprends pas ces frères qui disent être neutres, indépendants. En période d'injustice, celui qui se dit "neutre" est du côté de l'opresseur."

*Au-delà de la qualité politique de ce discours, c'est une véritable leçon de magistrale que nous a servie Evo. Sans équivoque, il répond à tous ceux et celles qui estiment que les mouvements sociaux, syndicaux ou le pouvoir communautaire suffisent dans la lutte vers la transformation sociale. Cette leçon, il l'a apprise non pas par l'étude de textes théoriques marxistes, mais "à la dure", à travers l'expérience de sa propre lutte, celle des autochtones et de la classe ouvrière de Bolivie, leur résistance héroïque dans le Tropicque de Cochabamba, mais aussi à El Alto lors de la "Guerre de l'Eau". Cette résistance continue au quotidien, pour le maintien des élections, contre le gouvernement fantoche de Añez, pour le retour du MAS et d'Evo au pouvoir, pour le maintien de l'État pluri-national.*

# Venezuela: rencontre d'une trentaine de Partis communistes et ouvriers avec Jorge Arreaza



Adrien Welsh

Le 29 juillet dernier, une trentaine de Partis communistes et ouvriers, dont le Parti communiste du Canada, ont pris part à une conférence avec Luis Arreaza, ministre vénézuélien des Affaires étrangères. Organisée par le Parti communiste et le Comité de solidarité internationale (COSI) du Venezuela, elle avait pour thème "L'agression impérialiste multifacétée contre le Venezuela et la solidarité internationale".

En guise d'introduction, Carolus Wimmer, Secrétaire des Relations internationales du PCV, souligne que les attaques de l'impérialisme états-unien et son allié européen et le danger pour nos peuples que représente la bourgeoisie nationale et internationale qui s'appuie sur des organisations d'extrême-droite et fascistes nous oblige à l'unité et à la solidarité internationale dans le respect de l'indépendance de nos organisations tout en visant notre objectif: le socialisme. Il remercie également la présence des organisations présentes qui témoignent ainsi de leur appui inconditionnel à notre lutte pour "la deuxième indépendance, [la] lutte pour le socialisme."

Dans son exposé sur la situation actuelle et la guerre que livre l'impérialisme occidental contre le Venezuela, Luis Arreaza rappelle que depuis 1999, une lutte acharnée se déroule au Venezuela entre le peuple qui, après avoir conquis le pouvoir politique, tente d'obtenir sa libération économique d'une part, et, d'autre part, la bourgeoisie vénézuélienne revancharde au service de l'impérialisme.

Selon Arreaza cependant, les États-Unis (et leurs alliés) savent que s'ils s'attaquent de manière "classique" au Venezuela, ils provoqueront l'ire de l'Amérique latine toute entière. C'est pour cette raison qu'ils rivalisent de créativité pour en finir avec la "Révolution bolivarienne" et faire main basse sur les ressources naturelles qui abondent (eau, pétrole, coltan, etc.)

Dans cet ordre d'idées, attaques médiatiques, économiques et idéologiques sont utilisées pour assiéger le Venezuela et mener une guerre d'usure. Ainsi, des dirigeants vénézuéliens dont Nicolas Maduro lui-même sont accusés pour trafic de drogue - alors que la DEA états-unienne représente le principal cartel de drogue au monde et que les bases militaires états-uniennes en Colombie serviraient à protéger les trafiquants. C'est également afin d'asphyxier l'économie

du pays et de tenir le peuple en otage que 10 milliards de dollars en or sont bloqués à Londres - et ce n'est que la pointe de l'iceberg, plusieurs autres pays bloquent des actifs vénézuéliens.

Concernant la COVID19, le Venezuela a fait de son mieux compte tenu des sanctions. Clairvoyant, Arreaza a souligné que bon nombre des victimes de cette pandémie ont péri à cause des sanctions criminelles de la part des pays impérialistes citant en exemple le fait que des compagnies dont la Siemens allemande refuse d'assister aux techniciens du pays de peur de représailles.

À travers toutes ces attaques, "ils ont essayé d'attaquer, de miner la morale du peuple révolutionnaire vénézuélien", renchérit-il.

Cependant, cette agression se traduit également par une guerre réelle tel qu'illustré par la tentative avortée d'invasion par des mercenaires à la solde de Washington le 3 mai dernier. Sur ce point, Arreaza souligne le rôle d'arrière-base qu'a joué la Colombie où s'entraînaient des franc-tireurs depuis 2018 et d'où l'opération a été planifiée, avec l'évidente complicité de Miami et de Washington. Brandissant un contrat co-signé entre autres par l'ex-marine états-unien "Jordan" et Guaidó, il rappelle que son contenu se résume à "la braderie de la souveraineté du Venezuela."

En guise de conclusion, Arreaza a insisté sur le fait que la lutte pour le Venezuela bolivarien n'est pas seulement l'oeuvre des Vénézuélien-nes, mais du tous ceux et celles qui, à travers le monde, luttent pour un modèle autre que celui du capitalisme.

Sa présentation a été suivie d'une période de question où nous lui avons posé une question au sujet des minières canadiennes dont le rôle dans l'appui à Guaidó est manifeste. Sa réponse a été brève mais sans équivoque: "Pourquoi le Canada agit-il de la sorte? Nous n'avons jamais eu de différends historiques avec le Canada. Mais pourquoi le Canada impose-t-il des sanctions pires que les États-Unis? [...] C'est clair à partir du moment où l'on se rappelle des ressources naturelles dont regorge le Venezuela et où les lois en vigueur [...] et cette Constitution ne permettent pas que les entreprises multinationales s'accaparent tous les profits [...]. On comprend alors qu'il s'agit du combat dont nous avons parlé au cours de cette présentation."



## LE POINT ARTISTIQUE Ali Primera : la chanson urgente et nécessaire

Normand Raymond

À 35 ans d'avoir ensemencé son corps physique, Ali Primera, surnommé le chanteur du peuple vénézuélien, demeure à ce jour une des figures les plus emblématiques de la chanson contestataire latinoaméricaine. Le 17 février dernier, comme à chaque année depuis son départ en février 1986, s'est fidèlement tenu la Marche des œillets rouges à Punto Fijo et, simultanément, à Caracas, pour commémorer la vie et l'œuvre de l'artiste.

Par ailleurs, une journée culturelle regroupant plusieurs activités a également été organisée en sa mémoire à Santiago, au Chili. Pays pour lequel, Ali avait dédié la chanson Canción Para los Valientes, en hommage à Salvador Allende, Victor Jara, Violeta Parra et Pablo Neruda, de même qu'à la résistance du peuple chilien face au fascisme imposé par la dictature militaire, suite au coup d'État du 11 septembre 1973, orchestré par le général Pinochet.

Fier militant communiste, Ali chantait dans les collèges, les universités, les usines et les syndicats pour montrer l'importance de la chanson qui accompagne la lutte des peuples opprimés par l'impérialisme. Les textes de ses chansons s'inspirent des valeurs humaines et sociales qu'il défendait. C'est ainsi qu'il tentait d'inscrire son chant dans la quête de la prise de conscience et de l'organisation vers la prise du pouvoir. Créateur de plateformes et d'événements de masse pour le lancement de nouvelles voix de la chanson contestataire, il fonde le Festival de la chanson bolivarienne en 1983. Germán Vallenillas, qui accompagnait Ali Primera à cette occasion, avait terminé son discours d'ouverture de la première édition du festival en disant que : « C'est la chanson nécessaire qui circule dans nos consciences dans nos idéaux,

C'est un hommage à la lutte, non pas d'une lutte pour élever l'homme noir nord-américain au pouvoir, mais plutôt à son égalité, à son amour, à se voir accorder un espace vital, et c'est un chant de l'Amérique latine dédié au peuple noir.

Ali Primera, en 1979

## Solidarité internationale

# Les communistes du monde entier solidaires du peuple libanais

L’explosion du quartier du Vieux-Port de Beyrouth a plongé le Liban en deuil. Les communistes du monde entier ont témoigné de leur solidarité avec le peuple libanais et se sont empressés à lever des fonds à l’appel du Parti communiste libanais. Au Liban, l’Union de la jeunesse démocratique libanaise (jeunesse communiste) et le Secours populaire libanais se sont activés et ont porté assistance et secours à la population.

Cependant, au-delà de la crise humanitaire, le Liban vit une crise économique, politique et sociale profonde depuis plusieurs mois, voire plusieurs années. Entre un système politique légué par l’ancienne puissance mandataire française basé sur le confessionnalisme et le clientélisme, une économie corrompue et en crise guidée

par des principes ultralibéraux où il n’existe aucun service public, l’explosion du Vieux-Port représente la goutte d’eau qui a fait déborder le vase.

Depuis novembre dernier, sans arrêt malgré la pandémie, les masses populaires, en particulier les jeunes du Liban ont pris la rue réclamant un changement radical de tout ce système qui verrouille toute perspective d’avenir pour la majorité des Libanais-es pendant que les Hariri et autres continuent de bâtir leur potentat. Les récents événements prouvent à nouveau l’irresponsabilité totale de la classe dirigeante libanaise.

Cependant, tel que le note le Parti communiste du Canada, “la crise semble également susciter l’ingérence de l’Union européenne – notamment de

la France –, des États-Unis et d’Israël. Ces puissances étrangères profitent de la crise pour imposer leurs intérêts géostratégiques au Moyen-Orient. Cette situation déplorable doit être dénoncée et condamnée par les gouvernements, y compris par le gouvernement canadien.”

Cet élément est d’ailleurs de plus en plus clair. Macron s’est déjà rendu à deux reprises à Beyrouth. Avec ses ultimatums, il se voit en Jouvenel, pacificateur du Levant dans les intérêts de l’impérialisme français et européen dans ce pays à quelques jets de pierre de la Syrie en passe de triompher d’une tentative de déstabilisation par les intérêts des États-Unis et de l’OTAN…

# Bélarus: non à l’ingérence impérialiste

Depuis les élections du 9 aout dernier, remportées à 80% par le Président sortant Alexandre Loukachenko, les États-Unis, l’UE et leurs alliés impérialistes intensifient leur ingérence dans les affaires internes de ce pays d’Europe de l’Est.

Il est de plus en plus clair que les manifestations présentées en Occident comme pro-démocratie (aux couleurs du drapeau de la collaboration fasciste) ne sont pas si spontanées qu’il n’y paraît. Depuis 1994, le pays a décidé de ne pas emboîter le pas aux saborder ses services sociaux ni le contrôle public des secteurs-clés de son économie. Les puissances impérialistes les plus importantes, en particulier ce qui deviendrait l’Union européenne et les États-Unis, entretiennent une opposition soi-disant démocratique notamment à travers des organismes comme la National Endowment for Democracy (la CIA au visage humain). D’ailleurs, les États-Unis votent, en 2004, le Belarus Democracy Act qui finance bon nombre d’organisations anti-gouvernementales en plus de sanctionner le pays économiquement.

Ce n’est donc pas un hasard si la candidate d’opposition, Svetlana Tsikhanouskaya, s’est tapie dans ses retranchements de l’Union Européenne et de l’OTAN que représente la Lithuanie. Ce n’est pas non plus fortuit si la presse occidentale ne fait jamais état des manifestations d’appui à Loukachenko.

Les impérialistes ne défendent pas la démocratie au Belarus. Ils en défendent une version “marchandisable”, la démocratie-marchandise, celle qui leur permet de spéculer à souhait et de maintenir la classe ouvrière et les masses populaires sous le diktat de la loi du marché. Cette “démocratie” qu’ils essaient d’exporter, c’est la démocratie made in USA, celle-là qui permet que des milices suprématistes blanches s’en prennent à des jeunes personnes racisées en toute impunité. C’est la “démocratie” ukrainienne qui réhabilite Stepan Bandera et les collaborateurs nazis ou encore la “démocratie” hongroise “à la Orbán” où Rroms et migrant-es vivent dans la crainte d’être attaqués et où les statues du Général Horthy décorent à nouveau les places publiques. Cette démocratie a pour représentants de vente Juan Guaidó et Jeanine Áñez, et pour victimes les peuples autochtones de Bolivie et les millions de morts en Irak, Libye, Syrie et Yougoslavie. Cette démocratie, c’est l’apartheid israélien et le génocide palestinien.

Au Bélarus, cette démocratie-marchandise ne sert qu’un dessein: celui de poursuivre le drang nach osten, la marche vers l’est de l’OTAN et de l’UE, encercler la Russie et la Chine économiquement et militairement.

## Québec - Canada

# La statue de McDonald a sa place à un seul endroit: au musée!



Si on s’émeut devant la tête de la statue de McDonald qui a roulé, c’est qu’au-delà du symbole, ses idées, son oeuvre bénéficient toujours d’un certain degré de respect voire d’adhésion dans la société. C’est honteux, mais on peut se demander si, en la décapitant, le fond du problème sera résolu.

Bien sûr, la statue d’un raciste, suprématiste blanc, de l’un des responsables du génocide dont sont victimes les nations autochtones, n’a pas sa place, ni à Montréal, ni en Alberta, n’en déplaît à M. Kenny. Certains y voient une vertu pédagogique. Foutaise! Une statue de John A. McDonald, qui un jour a dit qu’il pendrait Louis Riel “même si tous les chiens de Québécois aboient”, sur une place nommée “Place du Canada” qui plus est, n’a rien de pédagogique. C’est une provocation, en particulier dans une ville où 50 000 personnes ont manifesté contre la pendaison de Riel, 50 000 sur 140 000 habitant-es.

Ceux qui invoquent un “devoir de mémoire” pour justifier sa remise en place oublient que, tel qu’écrit par Marx et Engels dans une formule désormais consacrée: “l’histoire de toute société jusqu’à nos jours est l’histoire de luttes de classes.” En érigeant une statue à la gloire de McDonald, c’est l’histoire des colonialistes britanniques et de leurs “compradors” qui est soulignée. D’un revers de la main, on balaye les luttes pour révolution démocratique menées par les Réformés du Haut-Canada,

## Relance populaire (suite)

ce secteur retrouvent des emplois dans un nouveau secteur, celui de l’énergie renouvelable également sous contrôle public. Dans ce processus, nous réussirons à réduire les émissions de CO2.

En outre, nous réclamons l’augmentation des salaires et des retraites, l’introduction d’une semaine de travail de 32h pour 40h payées et l’instauration d’un revenu viable annuel garanti – et non une simple assistance sociale pourvoyant un maigre revenu de subsistance. Quittons l’ALENA 2.0 (AÉUM) et tous les traités commerciaux taillés sur mesure pour les entreprises qui sont responsables de la désindustrialisation du Canada, de nombreuses pertes d’emploi, et qui continuent à faire pression à la baisse sur les salaires du pays, mais aussi du continent.

Nous devons réformer l’Assurance emploi d’une façon qui ne représente pas une solution à court terme, mais qui la rende accessible à tous les privé-es d’emploi, y compris ceux et celles qui sont à la recherche de leur premier emploi, et ce, pour toute la durée de leur période de chômage à 90% de leurs salaires précédents.

Renforcer les droits démocratiques et syn-

par les Patriotes du Bas-Canada et, plus tard, par Louis Riel et les Métis de la Colonie de la Rivière Rouge au profit de l’historiographie officielle, celle qui glorifie l’Amérique du Nord britannique de 1867 dont la Constitution a été imposée au bout d’un fusil - et celle de 1982, à coups de couteaux dans le dos.

John A. McDonald, tout comme le crucifix de l’Assemblée nationale représentent, bien sûr, une valeur historique. Dans ce cas, leur place est dans un musée, où tout objet est détaché de sa fonction principale.

L’histoire du Canada, contrairement à celle des “vieux pays”, est beaucoup plus controversée en particulier parce que la révolution démocratique n’a pas été complétée par la bourgeoisie. C’est ce dont témoigne l’oppression dont sont victimes les Québécois-es, les Acadien-nes et les nations autochtones qui sont toujours victimes de politiques génocidaires.

S’attaquer à la statue de McDonald, ce n’est pas s’attaquer à un chapitre passé de l’histoire, mais s’attaquer à une histoire toujours actuelle, voire présentée comme officielle.

Cependant, nous sommes en droit de nous demander si l’acte le plus sensé est de mobiliser les masses pour s’attaquer au symbole de cette histoire, ou d’en changer le cours…

# Cimenterie McInnis et capitalisme monopoliste

On apprenait, le 1er septembre, que le projet de la cimenterie McInnis de Port-Daniel s’avère être un gouffre sans fond pour le gouvernement du Québec qui y a perdu un demi-milliard de dollars. Ce projet, initié par le gouvernement Marois en 2014, puis complété par le gouvernement Couillard, avait pour objectif de stimuler l’économie locale en ne créant que 200 emplois.

Dans ce dossier, le PQ, le PLQ et la CAQ, les trois plus grands partis au Québec, se montrent au service des grandes entreprises. La CAQ et le PLQ essaient de s’en sortir blanchis, mais il n’en demeure pas moins que les deux partis ont changé certaines modalités de financement (tenues secrètes jusqu’à présent) et ce, avec le résultat que l’on connaît.

Leitão, ministre des Finances sous le gouvernement Couillard “reconnaît volontiers que ce projet était beaucoup trop risqué”, mais se dédouane en affirmant que compte tenu des sommes en jeu, il ne pouvait s’en désengager. De son côté, la CAQ passe l’éponge et ne réclame rien à la famille Beaudoin-Bombardier, l’un des principaux partenaires privés du projet et semble prête à en permettre la vente à deux acheteurs potentiels.

En effet, le géant brésilien Votorantim et la compagnie Béton provincial de Matane se disent prêts à reprendre les activités de la cimenterie. Ce dernier cependant réclame une aide supplémentaire de 150 millions de dollars. . . Or, au-delà des chiffres, si ces deux entreprises capitalistes sont intéressées, c’est bien qu’elles voient des profits à l’horizon, en particulier maintenant qu’une bonne partie des pertes ont été assumées par l’État québécois, car c’est de ça qu’il s’agit: socialiser les pertes et privatiser les profits comme on a pu le voir avec les milliards offerts à Bombardier par les gouvernements successifs pour que soit ensuite vendue la “Série C” à Airbus à partir du moment où le projet est devenu rentable.

Et voilà comment on crée un peu plus de dette publique…

Quant à la question du maintien des emplois, cher à juste titre aux travailleur-es de la région de Port-Daniel et des élus locaux, le même exemple de Bombardier est tout aussi éloquent: après avoir reçu 1,3 milliards de dollars du gouvernement du Québec, la direction n’a-t-elle pas procédé à la mise à pied de 5000 travailleur-es dont la moitié au Québec en 2018? Il serait illusoire que les entreprises privées aient à coeur autre chose que leurs profits à court terme.

Toutefois, au-delà des 500 millions de dollars, l’ouverture de cette cimenterie a généré une autre forme de dette, écologique celle-là, le projet étant l’un des plus polluants au Québec. Cette dette, c’est encore les Québécois-es qui la paieront: peu importe quelle firme sera reprenue, elle n’aura aucun frais de décontamination à payer dans le cas d’une autre pluie de “matière collante”. D’ailleurs, même si la cimenterie ferme complètement, il y a fort à parier que ce sont les deniers publics qui financeront la démolition et la décontamination du site…

En définitive, ce scandale révèle à nouveau que tant le PQ, le PLQ et la CAQ sont inféodés au pouvoir de l’argent. Tous ont une part de responsabilité dans le gaspillage d’un demi-milliard de dollars dans un projet dont le Québec n’avait pas besoin pour créer 200 emplois. Cet argent aurait mieux fait d’être investi dans d’autres projets d’utilité publique comme la construction de centres de santé (histoire de mettre fin aux déserts médicaux), de logements sociaux, des projets d’accès à l’eau potable pour les 80% de communautés autochtones du Québec sous avis d’ébullition ou encore des projets de recherche et développement dans les technologies vertes. . . Bref, des projets basés non pas sur le profit capitaliste, mais sur les besoins à long terme de la classe ouvrière québécoise.



# Iran: les deux contradictions

Deux grandes contradictions encadrent la lutte des classes. D’une part, la contradiction fondamentale oppose le capital au travail et de l’autre, une contradiction qui, sans être fondamentale, demeure la contradiction principale pour de nombreuses nations du monde oppose la souveraineté à l’impérialisme.

C’est la compréhension de la relation dialectique entre ces deux contradictions, la compréhension du fait que les deux contradictions n’évoluent pas en vase clos, mais en parallèle qui caractérise l’internationalisme prolétarien dont les communistes sont les plus ardents défenseurs.

En Iran, il ne fait aucun doute que les deux contradictions sont présentes. La menace de guerre, de la part des États-Unis et de ses alliés est présente et très concrète, comme on a pu le voir en janvier dernier. Les sanctions contre l’Iran tiennent le peuple en otage tandis que la guerre médiatique contre l’Iran sert

très bien les impérialistes dans leur cavale contre les différents pays socialistes comme Cuba et les États qui refusent la domination des États-Unis, de l’OTAN et de ses alliés comme le Venezuela bolivarien.

Pour autant, l’Iran ne représente pas un pays socialiste. Il a sa propre bourgeoisie qui agit selon ses propres intérêts. À l’international, elle peut sans doute se faire passer pour hostile aux États-Unis, mais qu’en est-il de l’Union Européenne, autre bloc impérialiste, lorsque l’Italie représente l’un de ses partenaires commerciaux privilégiés?

À l’interne, cette même bourgeoisie est en guerre contre les masses populaires. Depuis le début du mois d’aout, plus de 10 000 travailleur-es du secteur pétrolier sont en grève et réclament le paiement de leur salaire en plus d’exiger de meilleures conditions de travail. Trois jeunes sont également condamnés à mort pour leur rôle dirigeant dans les

manifestations de l’automne dernier. Une campagne internationale est en cours pour leur amnistie.

En tant que communistes canadiens et québécois, il ne fait aucun doute que notre tâche principale est de lutter contre notre propre impérialisme. Cependant, notre internationalisme n’a pas pour point de départ le pays ou la nation, mais la classe ouvrière et son émancipation. À travers notre lutte en défense de la souveraineté du peuple iranien, il nous est impossible de passer sous silence la répression dont la classe ouvrière de ce pays est victime. D’une part, notre combat ne saurait être complet sans la libération du prolétariat iranien et de l’autre, seule la classe ouvrière exerçant le pouvoir politique est à même de garantir la souveraineté nationale, la classe ouvrière étant, l’histoire nous l’a prouvé, toujours plus encline à livrer ses ressources et forcées productives au plus offrant tant qu’elle en tire le meilleur bénéfice.

**Théorie marxiste**

# Engels et la crise du capitalisme

Les prochains mois seront marqués, sans aucun doute, marqués par la poursuite du chômage de masse, la précarisation des salaires et des conditions de travail, la casse des services publics, la faillite des petites entreprises et, à l'inverse, des profits mirobolants pour les grandes multinationales.

On l'a vu, même durant la pandémie, les 600 "ultra-riches" états-uniens ont vu leur fortune augmenter de 15% (434 milliards de dollars) entre mars et mai. Parmi eux, Jeff Bezos dont l'empire Amazon continue de phagocytter des dizaines voire des centaines d'entreprises. Pour ces rapaces, la crise n'est qu'une opportunité d'étendre encore plus la marchandisation à toutes les sphères de la société: crise sanitaire pour certains; opportunité d'affaires pour d'autres.

Devant cette situation, on peut s'attendre à ce que d'aucuns fustigent d'une part, les "excès du capitalisme", le "néolibéralisme" ou encore les "mesures d'austérité". D'autre part, les profiteurs et exploitateurs tenteront de s'en tirer à bon compte en expliquant la crise économique

par un facteur externe: la pandémie de COVID19.

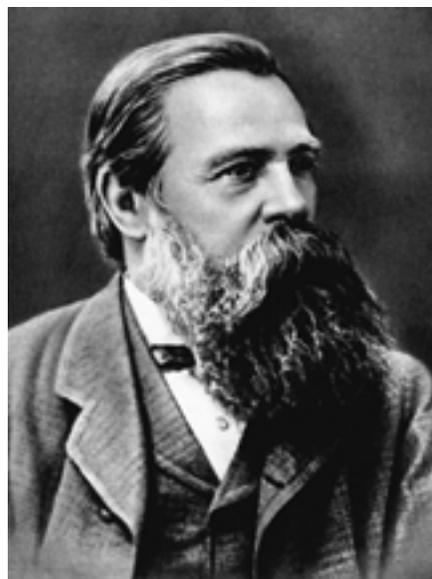
La vérité cependant, c'est que cette crise n'est ni plus ni moins qu'une manifestation de la crise structurelle du capitalisme dont les différents signes avant-coureurs ont commencé à s'accumuler bien avant la pandémie. Cette crise économique, comme toutes les autres, s'enracine dans l'opposition entre le caractère social de la production et l'appropriation privée des moyens de productions - et des fruits du travail.

De façon très synthétique, cet extrait rédigé par Engels dans Socialisme utopique et socialisme scientifique se penche sur la question de la crise capitaliste, ses causes et ses conséquences, son caractère cyclique et en conclut que seul le contrôle des moyens de production et de subsistance par la classe ouvrière permet de se sortir de ce cycle.

F. Engels (1880) *Socialisme scientifique et socialisme scientifique*,



En effet, depuis 1825, date où éclata la première crise générale, la totalité du monde industriel et commercial, la production et l'échange de l'ensemble des peuples civilisés et de leurs appendices plus ou moins barbares se détraquent environ une fois tous les dix ans. Le commerce s'arrête, les marchés sont encombrés, les produits sont là aussi en quantités aussi massives qu'ils sont invendables, l'argent comptant devient invisible, le crédit disparaît, les fabriques s'arrêtent, les masses travailleuses manquent de moyens de subsistance pour avoir produit trop de moyens de subsistance, les faillites succèdent aux faillites, les ventes forcées aux ventes forcées. L'engorgement dure des années, forces productives et produits sont dilapidés et détruits en masse jusqu'à ce que les masses de marchandises accumulées s'écoulent enfin avec une dépréciation plus ou moins forte, jusqu'à ce que production et échange reprennent peu à peu leur marche. Progressivement, l'allure s'accélère, passe au trot, le trot industriel se fait galop et ce galop augmente à son tour jusqu'au ventre à terre d'un steeple chase complet de l'industrie, du commerce, du crédit et de la spéculation, pour finir, après les sauts les plus périlleux, par se retrouver... dans le fossé du krach. Et toujours la même répétition. Voilà ce que nous n'avons pas vécu moins de cinq fois depuis 1825, et ce que nous vivons en cet instant (1877) pour la sixième fois. Et le caractère de ces crises est si nettement marqué que Fourier a mis le doigt sur toutes en qualifiant la première de crise pléthorique.



On voit, dans les crises, la contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste arriver à l'explosion violente. La circulation des marchandises est momentanément anéantie; le moyen de circulation, l'argent, devient obstacle à la circulation; toutes les lois de la production et de la circulation des marchandises sont mises sens dessus dessous. La collision économique atteint son maximum: le mode de production se rebelle

contre le mode d'échange, les forces productives se rebellent contre le mode de production pour lequel elles sont devenues trop grandes.

Le fait que l'organisation sociale de la production à l'intérieur de la fabrique s'est développée jusqu'au point où elle est devenue incompatible avec l'anarchie de la production dans la société, qui subsiste à côté d'elle et au-dessus d'elle - ce fait est rendu palpable aux capitalistes eux-mêmes par la puissante concentration des capitaux qui s'accomplit pendant les crises moyennant la ruine d'un nombre élevé de grands capitalistes et d'un nombre plus élevé encore de petits capitalistes. L'ensemble du mécanisme du mode de production capitaliste refuse le service sous la pression des forces productives qu'il a lui-même engendrées.

Le mode de production ne peut plus transformer cette masse de moyens de production tout entière en capital; ils chôment, et c'est pourquoi l'armée de réserve industrielle doit chômer aussi. Moyens de production, moyens de subsistance, travailleurs disponibles, tous les éléments de la production et de la richesse générale existent en excédent. Mais «la pléthore devient la source de la pénurie et de la misère» (Fourier), car c'est elle précisément qui empêche la transformation des moyens de production et de subsistance en capital. Car, dans la société capitaliste, les moyens de production ne peuvent entrer en activité à moins qu'ils ne se soient auparavant transformés en capital, en moyens pour l'exploitation de la force de travail humaine. La nécessité pour les moyens de production et de subsistance de prendre la qualité de capital se dresse comme un spectre entre eux et les ouvriers. C'est elle seule qui empêche la conjonction des leviers matériels et personnels de la production; c'est elle seule qui interdit aux moyens de production de fonctionner. aux ouvriers de travailler et de vivre.



**PARTI COMMUNISTE DU QUÉBEC, SECTION DU PARTI COMMUNISTE DU CANADA**

5359, AVENUE DU PARC  
MONTREAL, H2V 4G9  
PCQPCC@GMAIL.COM  
WWW.FACEBOOK.COM/  
PCQ1965/

[WWW.PARTICOMMUNISTEDUQUEBEC.CA](http://WWW.PARTICOMMUNISTEDUQUEBEC.CA)



**Clarté**

Un journal pour le peuple, pas pour les profits!  
6 numéros pour 25\$

NOM: \_\_\_\_\_  
ADRESSE: \_\_\_\_\_

Envoyez ce coupon à: Clarté App. "C" 5359 Ave du Parc, Montreal, H2V 4G9 Faites votre chèque à l'ordre de "Clarté"



**rebel youth**  
abonnez-vous à **Rebel-Youth**, la revue bilingue de la Ligue de la jeunesse communiste du Canada!  
Toute l'info sur [www.ycl-ljc.ca](http://www.ycl-ljc.ca)

**PEOPLE'S VOICE**  
NEWS FOR PEOPLE NOT FOR PROFITS!  
 \$30 pour 1 an     \$50 pour 2 ans  
 Revenu modeste: \$15 pour 1 an  
NOM: \_\_\_\_\_  
ADRESSE: \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL: \_\_\_\_\_  
Envoyez à: PEOPLE'S VOICE,  
706 Clark Drive, Vancouver, BC, V5L 3J1